

BOUSQUET DE ROQUEBRUNE (Le) (Hérault). Décret, du 28 août 1894, acceptant la renonciation des propriétaires de la concession de mines de houille du —, à la dite concession ; III, 452.

BOUTARESSE (Puy-de-Dôme). Voir DÉCHÉANCES ; ADJUDICATIONS.

BOUTARIN (s^r). Voir DYNAMITE (Dépôts).

BOUTON ET PICKETTY (s^{rs}). Voir DYNAMITE (Dépôts).

BOUVIGNY (Meuse). Voir JOURVILLE (commune de).

BOUYON (Alpes-Maritimes). Voir BROC (commune de).

BOUXIÈRES-AUX-DAMES (Meurthe-et-Moselle). Voir LEYR (concession de).

BOYER (s^r). Voir ADJUDICATIONS.

BRACHY (Ariège). Décret, du 20 juillet 1894, instituant, en faveur du s^r *Albéric de Larbonne-Lara*, la concession de mines de manganèse de — ; III, 393.

BRAJON (s^r). Voir PALHERS (commune de) ; JURISPRUDENCE (Recherches de mines).

BRAJON ET GIRARD (s^{rs}). Voir AUXILHAC (concession d').

BRÉHAIN (Meurthe-et-Moselle). Voir BAZONVILLE, LANDRES (concession de). = Mines de fer de —. Voir CHEMINS DE FER MINIERS.

BRÉTIGNOLLES (Vendée). Décret, du 2 mai 1900, rejetant la demande du s^r *Froissant*, en autorisation d'effectuer, malgré le refus du propriétaire du sol, des recherches de mines de fer et

de zinc dans deux parcelles de terrains de la commune de — ; IX, 181.

BRETTE (Drôme). Décret, du 21 février 1901, instituant en faveur de la *Compagnie royale asturienne des mines*, la concession de mines de zinc, plomb et autres métaux connexes de — et autorisant la réunion de cette concession avec celle de même nature de *Menglon* (Drôme) ; X, 37.

BREUIL (Le) (Cantal et Haute-Loire). Décret, du 21 novembre 1893, instituant, en faveur du s^r *Giraud*, la concession de mines d'antimoine et autres métaux connexes du — ; II, 539. = Voir CHASSAGNE (Concession de LA).

BREVETS de mécaniciens de la marine marchande. Voir MÉCANICIENS.

BRINCARD (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Carrières).

BROC (Alpes-Maritimes). Décret, du 17 mars 1892, rejetant la demande des s^{rs} *Guigues* et consorts en concession de mines de houille dans les communes de — et de *Bouyon* (Alpes-Maritimes) ; I, 66.

BROMONT-LAMOTHE (Puy-de-Dôme). Voir DYNAMITE (Dépôts).

BROUAL (Aveyron). Voir LASSALLE (concession de).

BROUSSE (Aveyron). Voir DÉCHÉANCES.

BRUAY (Nord). Voir DYNAMITE (Dépôts).

BRUAY (Pas-de-Calais). Voir DYNAMITE (Dépôts).

BRUGEYROUX (s^r). Voir AULIAC (concession d').

BRÛLADE (La) (Var). Voir CHEMINS DE FER MINIERS.

BRULOT ET LASSALLE (s^{rs}). Voir ADJUDICATIONS ; MONTIGNAT (concession de).

BRUNIER (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Redevance pour fonds de garantie).

BUCHERON ET DESCHAUMES (Election des s^{rs}). Voir JURISPRUDENCE (Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs).

BUDELIÈRE (La) (Creuse). Décret, du 26 mars 1897, rejetant la demande du s^r *Lassalle* en autorisation d'effectuer, malgré le refus des propriétaires du sol, des recherches de mines de pyrite de fer, dans une parcelle de terrain de la commune de — ; VI, 88.

BUFFAZ (La) (Savoie). Voir SORBIÈRE (concession de).

CADASTRE. Loi, du 17 mars 1898, tendant à rendre plus rapide et plus économique la révision du — ; VII, 93. = Décret, du 9 juin 1898, portant création au ministère des finances d'un service spécial dit « service du renouvellement ou de la révision et de la conservation du — » ; VII, 377.

CADIÈRE (La) (Gard). Voir CÉZAS, ST-HIPPOLYTE-DU-FORT (communes de).

BUISSONCOURT (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 18 avril 1901, rejetant la demande du s^r *Gabriel Tillet* en concession de mines de sel gemme et sources salées dans les communes de — et autres ; X, 139.

BULARD (Ariège). Décret, du 15 juin 1893, instituant, en faveur des s^{rs} *Waller et Fryer*, la concession de mines de plomb, zinc, argent et métaux connexes de — ; II, 369. = Voir MONTCOUSTAN (concession de).

BULLY (Calvados). Décret, du 5 mars 1896, instituant en faveur des s^{rs} *Hobey et Moisson*, la concession de mines de fer de — ; V, 126.

BUTHEGNÉMONT (Meurthe-et-Moselle). Voir MURVILLE (concession de).

BUZENS (Aveyron). Décret, du 8 décembre 1894, rejetant la demande du s^r *Guiran* en concession de mines de sulfure d'antimoine dans la commune de — ; III, 559.

CAHAN (Orne). Voir SAINT-MARC-D'OUILLY (commune de).

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE. Loi, du 20 juillet 1886, portant organisation de la — ; III, 429. = Décret, du 28 décembre 1886, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précédente ; III, 433. = Loi de finances, du 29 mars 1897, Extrait (article 45) modifiant l'article 16 de la loi du 20 juillet

1886 (liquidation de la pension dont l'entrée en jouissance a été fixée à un âge inférieur à 65 ans); VI, 92.

CAISSES DE PRÉVOYANCE.

Loi, du 27 décembre 1895, concernant les caisses de retraite, de secours et de prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers; IV, 520. = Décret, du 14 octobre 1897, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée; VI, 420.

CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS.

Loi, du 29 juin 1894, portant organisation des —; III, 358. = Circulaire, du 30 juin 1894, portant envoi d'instructions pour l'application de la loi précitée du 29 juin 1894; III, 370. = Décret, du 25 juillet 1894, portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 23 et suivants de la loi du 29 juin 1894 (liquidation des anciennes caisses); III, 398. = Circulaire, du 30 juillet 1894, portant envoi d'instructions pour l'exécution du décret précédent; III, 410. = Décret, du 14 août 1894, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 1, 2, 3 et 28 de la loi du 29 juin 1894 (versements pour la retraite); III, 425. = Circulaire, du 24 août 1894, portant envoi du décret précédent; III, 456. = Circulaire (du ministre de la justice aux procureurs généraux), du 28 octobre 1894, relatives aux attributions conférées aux juges de paix par la loi du 29 juin 1894; III, 495. = Loi, du 19 décembre 1894, rectifiant la loi du 29 juin 1894 (prorogation des délais pour la mise en application de la loi et modification de la procédure concernant la

commission arbitrale; III, 560). = Circulaire, du 20 décembre 1894, portant envoi d'instructions pour l'application de la loi précitée du 19 décembre 1894; III, 606. = Circulaire, du 10 janvier 1896, portant envoi d'instructions pour la production par les sociétés de secours instituées en vertu de la loi du 29 juin 1894, des comptes rendus annuels de leur situation; V, 59. = Circulaire, du 16 mars 1896, portant envoi d'instructions pour la surveillance, par l'Administration, des sociétés de secours des ouvriers mineurs; V, 137. = Loi, du 16 juillet 1896, modifiant l'article 11 de la loi du 29 juin 1894 (désignation de la mairie comme lieu de vote pour les élections des membres des conseils d'administration; partage, s'il y a lieu, de la circonscription en sections électorales ayant chacune au moins deux conseillers à élire; désignation du juge de paix compétent au cas où la circonscription comprend des communes dépendant de cantons différents); V, 345. = Circulaire, du 13 août 1896, portant envoi d'instructions pour l'application de la loi précitée du 16 juillet 1896; V, 459. = Circulaire, du 13 août 1896, faisant connaître les solutions que comportent diverses questions soulevées par l'application de la loi du 29 juin 1894, en ce qui concerne les versements pour la retraite; V, 461. = Circulaire, du 30 août 1897, portant envoi d'instructions pour la surveillance, par le service des mines, en ce qui concerne certains points particuliers de leur fonctionnement, des sociétés de secours des ouvriers mineurs; VI, 399. = Instruction (Administration de l'enregistrement, du domaine et du timbre), du 18 novembre 1897, relative au bénéfice de l'assistance judiciaire conférée

aux intéressés par la loi du 29 juin 1894; VI, 495. = Circulaire, du 10 janvier 1898, portant envoi de formules imprimées pour l'établissement du compte rendu annuel de la situation financière des sociétés de secours; VII, 11. = Circulaire, du 21 janvier 1898, ordonnant une enquête par le service des mines en ce qui concerne l'application et les résultats de la loi du 29 juin 1894; VII, 16. = Circulaire du 25 avril 1898, portant envoi d'instructions au sujet des modifications apportées aux dispositions de la loi du 29 juin 1894, par la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels; VII, 344. = Circulaire, du 27 février 1899, relative à l'instruction des demandes en modification de statuts présentées par les administrateurs des sociétés de secours de la loi du 29 juin 1894; VIII, 79. = Voir SOCIÉTÉS DE SECOURS.

Commission arbitrale pour la liquidation des anciennes caisses de prévoyance des ouvriers mineurs.

Discours prononcé, le 18 août 1894, par M. Barthou, ministre des travaux publics, à la séance d'installation de la commission arbitrale instituée en conformité de l'article 26 de la loi du 29 juin 1894; III, 458. = Discours prononcé, le 12 février 1896, par M. Guyot-Dessaigne, ministre des travaux publics, à la séance de clôture des travaux de la commission arbitrale; V, 65. = Note sur les travaux de la commission arbitrale; V, 327.

CALAIS-BOULOGNE (Société houillère). Voir ADJUDICATIONS.

CAMARÈS (Aveyron). Voir DÉCHÉANCES.

CAMBLAIN-CHÂTELAIN (Pas-

de-Calais). Décret, du 13 août 1895, instituant, en faveur de la *Société des recherches de la Clarence*, la concession de mines de houille de —; IV, 395.

CAMÉRATA (Algérie). Voir DARRIH (concession de).

CAMOINS (Les) (Bouches-du-Rhône). Décret, du 1^{er} mars 1898, instituant, en faveur des s^{rs} Carle et Cayol, la concession de mines de soufre des —; VII, 87.

CAMPIONNET (S^r). Voir DYNAMITE (Dépôts).

CAPITAIN-GÉNY ET C^{ie}. Voir DOMMAY (concession de).

CAPPE (La) (Loire). Voir COLLENON; PORCHÈRE (La) (concessions de).

CAPPE (Société anonyme des mines de la Haute-). Voir COLLENON (concession de).

CARBONNEL (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Divers).

CAREZ (S^r). Voir ESPEZOLLE (concession d').

CARLE ET CAYOL (S^{rs}). Voir CAMOINS (concession des).

CARMAUX (Société des mines de). Voir DYNAMITE (Dépôts); JURISPRUDENCE (Dommages; Redevance proportionnelle).

CARRIÈRES.

1^o *Règlements départementaux.* Décrets portant règlement pour l'exploitation des carrières des départements ci-après indiqués :
AIN, 8 février 1892; I, 31.
AISNE, *idem*; I, 38.
ALLIER, 18 mai 1892; I, 229.

BASSES-ALPES, 27 avril 1892; I, 206.
 HAUTES-ALPES, *idem*; I, 206.
 ALPES-MARITIMES, *idem*; I, 207.
 ARDÈCHE, *idem*; I, 207.
 ARDENNES, 8 février 1892; I, 38.
 ARIÈGE, 27 avril 1892; I, 207.
 AUBE, 8 février 1892; I, 39.
 AUDE, 27 avril 1892; I, 208.
 AVEYRON, 8 février 1892; I, 39.
 TERRITOIRE DE BELFORT, 12 février 1892; I, 49.
 BOUCHES-DU-RHÔNE, 27 avril 1892; I, 208.
 CANTAL, 18 mai 1892, I, 229.
 CHARENTE, 27 avril 1892; I, 208.
 CHER, *idem*; I, 209.
 CORRÈZE, *idem*; I, 209.
 CORSE, *idem*; I, 210.
 CÔTE-D'OR, 8 février 1892; I, 39.
 CÔTES-DU-NORD, *idem*; I, 39.
 CREUSE, 27 avril 1892; I, 210.
 DORDOGNE, *idem*; I, 210.
 DOUBS, 8 février 1892; I, 40.
 DRÔME, 27 avril 1892; I, 211.
 EURE, 8 février 1892; I, 40.
 EURE-ET-LOIR, *idem*; I, 40.
 FINISTÈRE, *idem* (modifié par le décret du 24 décembre 1897); I, 41 et VI, 507.
 GARD, 27 avril 1892; I, 211.
 HAUTE-GARONNE, *idem*; I, 211.
 GERS, *idem*; I, 211.
 GIRONDE, *idem*; I, 212.
 HÉRAULT, 10 février 1892; I, 41.
 ILLE-ET-VILAINE, *idem* (modifié par le décret du 22 septembre 1897); I, 41 et VI, 411.
 INDRE, 27 avril 1892; I, 212.
 INDRE-ET-LOIRE, *idem*; I, 213.
 ISÈRE, *idem*; I, 213.
 JURA, 10 février 1892; I, 42.
 LANDES, 27 avril 1892; I, 213.
 LOIR-ET-CHER (Décret du 2 février 1893 modifiant le décret du 3 avril 1889); II, 44.
 LOIRE, 27 avril 1892, I, 214.
 HAUTE-LOIRE, 18 mai 1892; I, 230.
 LOIRE-INFÉRIEURE, Décret du 24 décembre 1897 modifiant le décret du 26 mai 1891; VI, 508.

LOIRET, 10 février 1892; I, 42.
 LOT, *idem*; I, 42.
 LOT-ET-GARONNE, 27 avril 1892; I, 214.
 LOZÈRE, 27 avril 1892; I, 214.
 MAINE-ET-LOIRE, 26 janvier 1896; V, 42.
 MANCHE, 10 février 1892; I, 43.
 HAUTE-MARNE, *idem*; I, 43.
 MAYENNE, *idem*; I, 43.
 MORBIHAN, *idem* (modifié par le décret du 24 décembre 1897); I, 44 et VI, 508.
 NIÈVRE, 18 mai 1892; I, 230.
 NORD, 10 février 1892; I, 44.
 OISE, *idem*; I, 44.
 ORNE, *idem*; I, 43.
 PAS-DE-CALAIS, 12 février 1892; I, 45.
 PUY-DE-DÔME, 18 mai 1892; I, 230.
 BASSES-PYRÉNÉES, 27 avril 1892; I, 215.
 HAUTES-PYRÉNÉES, *idem* (modifié par le décret du 7 mai 1896), I, 215, et V, 345.
 PYRÉNÉES-ORIENTALES, 27 avril 1892; I, 216.
 RHÔNE, 18 mai 1892; I, 231.
 HAUTE-SAÔNE, 12 février 1892; I, 45.
 SAÔNE-ET-LOIRE, *idem*; I, 46.
 SARTHE, *idem*; I, 46.
 SAVOIE, 27 avril 1892; I, 216.
 HAUTE-SAVOIE, *idem*; I, 216.
 SEINE, 12 février 1892; I, 46.
 SEINE-ET-MARNE, *idem*; I, 48.
 DEUX-SÈVRES, 27 avril 1892; I, 217.
 SOMME, 12 février 1892; I, 48.
 TARN, *idem*; I, 48.
 TARN-ET-GARONNE, *idem*; I, 49.
 VAR, 27 avril 1892; I, 217.
 VAUCLUSE, *idem*; I, 217.
 VENDÉE, 2 février 1893; II, 45.
 VIENNE (décret du 2 février 1893 modifiant le décret du 3 avril 1889); II, 45.
 HAUTE-VIENNE, 27 avril 1892; I, 218.
 YONNE, 12 février 1892; I, 49.

Département d'ALGER, 7 avril 1892; I, 199.
Idem, de CONSTANTINE, *idem*; I, 201.
Idem, d'ORAN, *idem*; I, 201 (*).

2^o *Circulaires*. Circulaire, du 10 juillet 1893, relative à l'interprétation des paragraphes 2 et 3 de l'article 9 des règlements pour l'exploitation des —; II, 414. = Circulaire, du 10 janvier 1899, relative à l'interprétation qu'il convient de donner au paragraphe 2 de l'article 9 du règlement-type d'exploitation des —; VIII, 28. = Circulaire, du 10 décembre 1900, portant envoi d'instructions pour une surveillance active des exploitations de —; IX, 542. = Circulaire (du ministre de la justice aux procureurs généraux et aux procureurs de la République), du 20 février 1901, en ce qui concerne la répression des infractions aux règlements sur les —; X, 71. = (Production des —). Voir STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE DES APPAREILS A VAPEUR.

CARVIN (Pas-de-Calais). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

CASTANET-LE-HAUT (Hérault). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

CASTEIL (Pyrénées-Orientales). Décret du 15 février 1898, instituant, en faveur de la *Société anonyme des mines de fer de Fillols*, la concession de mines de fer de —; VII, 52.

CATALAN (de) (S^e). Voir DYNAMITE (*Fabriques*).

(* Pour les règlements des départements non compris dans la nomenclature précédente, voir les tables décennales de la 8^e série, p. 172.

CAVILLE ET C^{ie} (S^{rs}). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

CAYLUS (Hérault). Décret, du 28 août 1894, acceptant la renonciation des propriétaires de la concession de mines de houille de —, à ladite concession; III, 453.

CAZALAS (Ariège). Décret, du 27 février 1893, instituant, en faveur du Sr *Schmid*, la concession de mines de manganèse de —; IV, 44. = Décret, du 11 avril 1899, autorisant la société « *Las Cabesses manganese mines limited* », à réunir la concession de mines de manganèse de — à la concession de mines de même nature de *Las Cabesses*; VIII, 339.

CELLE ET COMBELLE (Puy-de-Dôme). Voir LASSALLE (Aveyron) (*concession de*).

CERBÈRE (Pyrénées-Orientales). Décret, du 9 août 1892, rejetant la demande du sr *Vinyes* en concession de mines de pyrite de fer dans la commune de —; I, 281.

CERVEAU (Le) (Saône-et-Loire). Voir DRACY-SAINT-LOUP, PLAMORES (LES) (*concessions de*).

CESSOUS ET COMBEREDONDE (Mines de). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

CESSOUS ET TRÉBLIAU (Gard). Voir MARTINET-DE-GAGNIÈRES (*concession du*).

CÉVENNES (Société métallurgique et minière des). Voir ALLENG (*concession d'*).

CÉVENNES (Société anonyme des mines des). Voir SAINT-

JULIEN-DE-LA-NEF (*concession de*).

CÉZAS (Gard). Décret, du 3 juin 1893, rejetant la demande de la société *Jules Beleys et C^{ie}*, en concession de mines de zinc, plomb et autres métaux connexes dans les communes de —, *Sumène et la Cadière* (Gard); II, 359. = Voir SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT (*commune de*).

CHABANNE (La) (Basses-Alpes). Décret, du 31 mars 1892, modifiant le décret du 19 septembre 1859, institutif de la concession de mines de bitume de —; I, 66.

CHAGOT ET C^{ie} (J.) (S^{rs}) Voir DYNAMITE (*Dépôts*); JURISPRUDENCE (*Redevance proportionnelle*).

CHALANCHES (Les) (Isère). Décret, du 24 mars 1897, portant constitution, par voie d'extension de périmètre et d'adjonction de nouvelles substances, de la concession de mines de plomb, cuivre, argent et autres métaux connexes, le fer excepté, des —; VI, 85.

CHALIGNY (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 20 mars 1900, rejetant la demande de la *Société anonyme des hauts-fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson*, en concession de mines de fer dans les communes de —, Maron et autres (Meurthe-et-Moselle); IX, 430. = Décret du 20 mars 1900, rejetant la demande du s^r *Fould-Dupont*, en concession de mines de fer dans les communes de —, *Villers-lès-Nancy* et autres (Meurthe-et-Moselle); IX, 430.

CHALIGNY-OUEST (Meurthe-et-Moselle). Voir MARON-VAL-DE-FER (*concession de*).

CHALLES (Savoie). Voir EAUX MINÉRALES.

CHAMBÉRY-LE-VIEUX (Savoie). Décret, du 2 avril 1896, rejetant la demande des s^{rs} *Perchet et Brochet* en concession de mines de lignite dans les communes de — et autres (Savoie); V, 324.

CHAMBON (Gard). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

CHAMBON-FEUGEROLLES (Loire). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

CHAMBONNET ET VERSILHAC (Haute-Loire). Décret, du 13 mars 1896, modifiant l'article 2 de l'ordonnance, du 21 août 1827, institutive de la concession de mines de plomb sulfuré de —; V, 130.

CHAMPAGNE (Société des forges de — et du canal de Saint-Diziers à Wassy). Voir DOMMAY (*concession de*).

CHAMPIGNEULLES (Meurthe-et-Moselle). Voir LA FERRIÈRE-AUX-ETANGS, MALAVILLERS (*concessions de*). = (Mine de fer de —). Voir CHEMINS DE FER MINIERS. = (Société métallurgique de — et Neuves-Maisons). Voir XIVRY-CIRCOURT (*commune de*).

CHANTREAU (consorts de). Voir JURISPRUDENCE (*Occupations de terrains*).

CHAPEAU (Le) (Hautes-Alpes). Voir DÉCHÉANCES; ADJUDICATIONS.

CHAPELLE-SAINT-MANDÉ (La) (Morbihan). Voir DÉCHÉANCES.

CHAPPÉE (Armand) (S^r). Voir BOULIGNY (*concession de*).

CHARDONNET (Le) (Hautes-Alpes). Voir DÉCHÉANCES; ADJUDICATIONS.

CHARMET (Le) (Savoie). Voir SORDIÈRE (*concession de*).

CHARRIER (S^r). Voir PINOLS (*concession de*).

CHASSAGNE (La) (Haute-Loire). Décret, du 8 février 1901, instituant, en faveur de la société en nom collectif *Bonnet, Ramel, Savigny, Giraud et Marnas*, la concession de mines d'antimoine de LA — et autorisant la réunion de cette concession avec celles de même nature de *Chazelles* (Haute-Loire), du *Breuil* (Haute-Loire et Cantal), d'*Espezolle* et de *Luzer* (Cantal); X, 43.

CHÂTEAU-D'ANNECY (Le) (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

CHÂTEAUDOUBLE (Var). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

CHÂTEAU-SUR-CHER (Puy-de-Dôme). Décret, du 11 avril 1899, instituant, en faveur de la Société anonyme dite *C^{ie} d'études et de recherches*, cessionnaire des s^{rs} *Tal-mant frères*, la concession de mines de houille de — et rejetant les demandes en concession de mines de houille présentées par : 1^o le s^r *Legrand*; 2^o les s^{rs} *Herbert, Lemelin et C^{ie}* dans les communes de — et autres (Puy-de-Dôme); VIII, 335.

CHÂTELARD (Le) (Isère). Voir SERRE-LEYCON (*concessions de*).

CHÂTILLON (S^r). Voir CONGHE, CHAZELLES (*concessions de*).

CHÂTILLON-COMMENTRY (Compagnie des forges de — et NEUVES-MAISONS). Voir BOUBLE (LA), XIVRY-CIRCOURT (*communes de*); DYNAMITE (*Dépôts*).

CHAUDESAIGUES (Cantal). Voir EAUX MINÉRALES.

CHAVANNE et consorts (S^{rs}). Voir SERRE (*concession de*).

CHAVENOIS (Meurthe-et-Moselle). Voir LEYR (*concession de*).

CHAVIGNY (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 6 septembre 1894, autorisant la *Société anonyme des forges et aciéries du Nord et de l'Est*, à réunir les concessions de mines de fer de —, de *Houdemont*, de *Vandœuvre* et de *Lavaux* (Meurthe-et-Moselle); III, 469. = Voir JURISPRUDENCE (*Redevance proportionnelle*).

CHAVIGNY-VANDŒUVRE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 20 mars 1900, portant constitution, par voie de fusion, des concessions de *Chavigny*, de *Vandœuvre* et de *Houdemont*, de la concession de mines de fer de —; IX, 69. = Voir PIENNE (*concession de*).

CHAZELLES (Haute-Loire). Décret, du 25 juillet 1892, portant : 1^o extension du périmètre de la concession de mines d'antimoine, plomb, argent et autres métaux existant dans les mêmes gîtes de —; 2^o rejet des demandes concurrentes du s^r *Châtillon* et des s^{rs} *Boudon, Planche et Vignon* en concession de mines d'antimoine et autres métaux connexes dans les communes de *Lubilhac* et autres (Haute-Loire); I, 269. = Voir CHASSAGNE (*concession de* LA).

CHEMINS DE FER :

Accidents. Circulaire, du 4 octobre 1898, relative aux actes de malveillance commis sur les voies ferrées; VII, 472. = Circulaire, du 12 octobre 1899, relative aux avis à fournir au ministre par la voie télégraphique, des accidents de trains; VIII, 386. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 2 avril 1900, relative aux modifications qui pourraient être apportées aux chasse-pierres des machines en vue de prévenir les accidents dus à l'introduction de bestiaux sur la voie ferrée; IX, 152. = Circulaire, du 15 mars 1901, portant envoi d'instructions pour l'instruction et la statistique des accidents; X, 111.

Boîtes et appareils de secours. Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 22 avril 1892, relative à une modification de la nomenclature annexée à la circulaire du 14 décembre 1889, en ce qui concerne la composition des boîtes de secours; I, 219. = Circulaire, du 28 septembre 1892, relative à l'inspection des boîtes et appareils de secours; I, 319. = Circulaire, du 7 décembre 1892, complétant les instructions de la circulaire précitée, relative à l'inspection des boîtes et appareils de secours; I, 368. = Circulaire, du 6 août 1894, relative à la visite semestrielle des boîtes et appareils de secours; III, 454. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 26 juillet 1895, relative à la composition des boîtes et appareils de secours (remplacement de l'éponge par l'ouate hydrophile); IV, 383. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 28 mars 1898, relative à une révision de la composition des boîtes de secours et caisses à ampu-

tation; VII, 116. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 22 novembre 1898, portant envoi d'instructions en ce qui concerne la composition des boîtes de secours; VII, 303. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 31 mars 1899, reportant au 1^{er} janvier 1900 le délai fixé pour le remplacement des boîtes de secours; VIII, 155.

Contrôle (Service du). Circulaire, du 23 décembre 1892, relative à la production trimestrielle des rapports concernant l'exploitation technique et des comptes moraux, et à la suppression des états décennaux n^{os} 1, 2 et 3; I, 389. = Arrêté ministériel, du 20 mai 1893, portant réorganisation du service du contrôle des (institution des contrôleurs du travail et des contrôleurs comptables); II, 284. = Arrêté ministériel, du 20 juin 1893, portant décentralisation dans le service du contrôle des —; II, 377. = Décret du 30 mai 1893, portant réorganisation du service du contrôle des — d'intérêt général; IV, 293. = Arrêté ministériel, du 26 octobre 1893, modifié par l'arrêté du 16 janvier 1896, réglemant les attributions des fonctionnaires et agents attachés au service du contrôle des —; IV, 449. = Circulaire, du 18 novembre 1895, relative aux renseignements à donner au public par les commissaires de surveillance administrative; IV, 491. = Arrêté ministériel, du 7 mars 1899, complétant l'article 1^{er} de l'arrêté précité du 26 octobre 1893; VIII, 87. = Circulaire, du 22 septembre 1899, relative aux plaintes formulées par le public sur le fonctionnement des —; VIII, 555. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 26 dé-

cembre 1899, relative aux mesures à prendre en vue d'une instruction rapide des plaintes formulées par le public; VIII, 671. = Décret, du 9 janvier 1900, modifiant le décret du 30 mai 1893 relatif à l'organisation du contrôle des —; IX, 5. = Circulaire, du 8 janvier 1900, rappelant les dispositions antérieures relatives aux tournées et visites des fonctionnaires et agents du service du contrôle des —; IX, 25. = Circulaire, du 19 juin 1900, relative au service des contrôleurs du travail; IX, 213. = Décret, du 10 décembre 1900, portant création d'une classe de contrôleurs-comptables principaux; IX, 526. = Décret, du 11 décembre 1901, organisant une direction du contrôle commercial des — d'intérêt général; X, 385. = Voir FRANCHISE POSTALE; TOURNÉES.

Divers. Loi, du 27 décembre 1880, relative à la dispense des clôtures et des barrières pour les lignes de chemins de fer d'intérêt général ou pour celles d'intérêt local, destinées à être incorporées au réseau d'intérêt général; VI, note de la p. 90. = Décision présidentielle (du 6 août 1892) portant création d'une commission de révision de l'ordonnance royale du 15 novembre 1846 sur la police des —; I, 281. = Circulaire, du 16 juillet 1894, relative à l'instruction des plaintes concernant l'exploitation technique des —; III, 409. = Circulaire, du 6 novembre 1894, relative à la question du logement et du cantonnement des troupes dans les dépendances des — (réquisitions militaires); III, 530. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 30 décembre 1895, relative à la circulation à pied, dans l'en-

ceinte des —, des agents de l'administration des postes; IV, 531. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 13 avril 1896, relative à l'indication des compartiments réservés; V, 325. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 25 avril 1896, recommandant que les compartiments réservés aux « Dames seules » et aux « fumeurs », soient autant que possible séparés par d'autres compartiments; V, 326. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 17 juin 1896, relative à la délivrance des autorisations de circulation à pied dans l'enceinte des —; V, 391. = Circulaire, du 30 juin 1896, relative au concours à prêter à l'autorité militaire par les fonctionnaires et agents du ministère des travaux publics, en ce qui concerne l'application de la loi du 2 juillet 1890 (service de garde des voies de communication); V, 394. = Circulaire, du 25 juillet 1896, modifiant le modèle des relevés annuels à fournir par les compagnies d'après la circulaire du 17 juin 1893; V, 420. = Circulaire de même date (aux administrateurs des compagnies) et relative au même objet; V, 421. = Loi, du 26 mars 1897, ayant pour objet d'autoriser des dérogations à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845 (dispense, pour les lignes de chemins de fer d'intérêt général, de clôtures fixes le long de la voie et de barrières au croisement des chemins peu fréquentés); VI, 89. = Arrêté ministériel, du 29 avril 1897, portant organisation du contrôle des voies ferrées des quais des ports maritimes et fluviaux; VI, 269. = Circulaire, du 15 mai 1897, portant envoi de l'arrêté du 29 avril 1897, relatif au contrôle des voies ferrées des quais des ports maritimes ou fluviaux; VI, 311.

CHEMINS DE FER (*Suite*).
 = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 3 février 1898, relative à l'amélioration du service des passages à niveau pour la circulation cycliste; VII, 63. = Circulaire, du 26 octobre 1899, relative à la désignation du service (service du contrôle) chargé de procéder aux épreuves des récipients contenant le gaz destiné à l'éclairage des wagons; VIII, 588. = Décret, du 1^{er} mars 1901, modifiant l'ordonnance du 15 novembre 1846; X, 85, *errata*, p. 314. = Ordonnance, du 15 novembre 1846, portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des — (Extrait : articles 44 à 50 non abrogés par le décret du 1^{er} mars 1901); X, 104.

Freins. Voir ci-après : *Matériel roulant*.

Gares et stations. Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 23 janvier 1892, relative au nettoyage des quais des gares; I, 20. = Circulaire, du 24 février 1894, relative à la police des cours des gares de —; III, 60. = Circulaire, du 9 mars 1894, relative à la surveillance des gares communes à plusieurs réseaux; III, 95. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 17 février 1898, relative à l'indication du nom des gares et stations; VII, 70.

Matériel roulant. Circulaire (aux administrateurs des compagnies) du 10 avril 1894, relative aux renseignements à fournir sur les freins continus (modifications des états prescrits par la circulaire du 4 février 1888); III, 289. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 18 novembre 1895, relative aux renseignements

complémentaires à fournir au tableau I concernant les freins continus; IV, 490. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 6 septembre 1898, relative à l'éclairage des trains à la traversée des tunnels; VII, 452. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies) du 26 mars 1900, relative à l'éclairage des voitures à voyageurs; IX, 137. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 23 juin 1900, relative à l'éclairage des voitures sous les tunnels; IX, 215. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 18 août 1900, relative à la restriction des abus dans les modifications des types du matériel roulant; IX, 432. = Instructions du ministre des travaux publics, du 16 mai 1901, à M. Lax, inspecteur général des ponts et chaussées, président de la commission chargée de codifier les cahiers des charges pour la fourniture du matériel roulant des — et d'unifier les types du matériel; X, 158.

Personnel (mécaniciens, chauffeurs, agents des trains, etc.). Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 25 avril 1892, complétant celle du 24 avril 1891, relative à la durée du travail des mécaniciens et chauffeurs; I, 220. = Arrêté ministériel, du 3 mai 1892, réglementant le recrutement des mécaniciens et chauffeurs; I, 227. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 4 mai 1894, relative à la durée du travail des mécaniciens et chauffeurs; III, 312. = Circulaire, du 6 novembre 1894, relative à la durée du travail des agents préposés aux manœuvres des signaux; III, 527. = Circulaire, du 2 décembre 1895, prescrivant une étude relative

aux primes des mécaniciens et aux appareils enregistreurs de vitesse; IV, 525. = Circulaire, du 29 mars 1896, rappelant les dispositions des circulaires antérieures relatives à la durée du travail des agents des — V, 141. = Circulaires (aux administrateurs des compagnies), du 30 juillet 1896, prescrivant diverses mesures en ce qui concerne le service des chefs de station et des mécaniciens et chauffeurs; V, 423. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 28 mai 1897, relative aux primes des mécaniciens et aux enregistreurs de vitesse; VI, 312. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 11 octobre 1897, relative à la mise à exécution, moyennant plusieurs modifications, des dispositions de la circulaire du 30 juillet 1896; VI, 427. = Circulaire, du 4 novembre 1897, relative à l'installation dans les dépôts, de dortoirs pour les mécaniciens et chauffeurs; VII, 493. = Circulaire, du 23 juillet 1898, relative à l'affichage dans les dépôts et dans les bureaux des agents des gares, des dérogations aux règles fixant la durée du travail et du repos minimum pour les chefs de station et pour les mécaniciens et chauffeurs; VII, 399. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 20 septembre 1899, réclamant des propositions pour la réglementation de la durée du travail des mécaniciens et chauffeurs, des agents des trains et des agents des gares, dont le service intéresse à un titre quelconque la sécurité; VIII, 550. = Arrêté ministériel, du 4 novembre 1899, réglementant la durée du travail et des repos des mécaniciens et chauffeurs; VIII, 603. = Arrêté ministériel, du 4 novembre 1899,

réglementant la durée du travail et des repos des agents des trains; VIII, 606. = Arrêté ministériel, du 23 novembre 1899, réglementant la durée du service des agents des gares et stations; VIII, 613. = Circulaire, du 24 novembre 1899, relative à la mise en application des arrêtés précités des 4 et 23 novembre 1899; VIII, 635. = Circulaire, du 7 décembre 1899, ordonnant une étude en vue de la réglementation de la durée du service des aiguilleurs des postes d'enclenchement; VIII, 665. = Circulaire, du 2 février 1900, relative à la surveillance à exercer en ce qui concerne l'exécution des arrêtés précités des 4 et 23 novembre 1899; IX, 57. = Arrêté ministériel, du 10 octobre 1901, réglementant la durée du travail des agents des — préposés aux services de la voie, des signaux, des aiguilles et des barrières; X, 357.

Signaux, appareils et mesures de sécurité. Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 23 novembre 1896, relative aux mesures à prendre pour assurer la sécurité des trains, notamment sur les lignes à voie unique; V, 581. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 29 janvier 1898, prescrivant l'étude de diverses mesures de sécurité en vue de protéger les trains accidentellement arrêtés en pleine voie; VII, 23. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 27 juillet 1898, relative à l'installation de cloches électriques sur les lignes à voie unique; VII, 401. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 18 septembre 1899, prescrivant une étude en ce qui concerne l'emploi d'appareils à la fois avertisseurs et enregis-

CHEMINS DE FER (*Suite*).
treurs; VIII, 548. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 18 septembre 1899, relative à l'amélioration de l'éclairage de nuit des signaux; VIII, 540. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 8 janvier 1900, relative à l'installation du block-system, sur diverses catégories de lignes ou sections de lignes; IX, 23. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 2 mai 1900, relative à l'installation d'appareils avertisseurs aux passages à niveau gardés; IX, 198.

Trains. Circulaire, du 27 mai 1892, relative à l'inscription, sur les relevés décennaires, des retards de 15 minutes et au dessus de tous les trains, quels que soient leurs parcours; I, 235. = Circulaire, du 27 novembre 1893, relative à l'instruction des affaires concernant la marche des trains; II, 561. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 13 février 1896, relative à l'organisation de trains spéciaux; V, 93. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 19 décembre 1896, réclamant une nouvelle étude en ce qui concerne l'organisation de trains ouvriers; V, 649. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 9 mars 1897, relative à l'affichage, dans les gares, des retards des trains de voyageurs; VI, 94. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 10 mai 1897, relative à la rédaction d'affiches spéciales pour l'indication des trains ouvriers; VI, 308. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 18 avril 1898, relative à l'affichage dans les gares, des retards et de la provenance des trains; VII, 343. = Circulaire (aux adminis-

trateurs des compagnies), du 24 octobre 1898, relative aux mesures à prendre en vue de prévenir les retards des trains; VII, 473. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 25 juillet 1899, relatives aux mesures à prendre pour prévenir les retards des trains (nouvelles instructions); VIII, 479. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 21 octobre 1899, réclamant une étude de la question relative à la délivrance de « cartes de place », pour les trains rapides composés de wagons à couloirs; VIII, 587. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 10 novembre 1899, concernant les modifications apportées aux horaires, ou la création de nouveaux trains, ayant fait l'objet de décisions ministérielles; VIII, 618. = Circulaire, du 26 décembre 1899, relative à l'instruction, par le service du contrôle, des propositions ou réclamations ayant pour objet la modification des horaires ou la création de nouveaux trains; VIII, 670. = Circulaire, du 23 octobre 1900, prescrivant une étude en ce qui concerne les correspondances des trains de voyageurs aux gares de jonction des différents réseaux, et l'organisation de trains de vitesse directs sur les lignes transversales à travers plusieurs réseaux; IX, 479. = Circulaire, du 29 novembre 1900, relative à l'amélioration du service des trains sur les lignes secondaires des grands réseaux; IX, 511. = Circulaire, du 18 mars 1901, relative à la composition des trains (emploi de voitures de même type); X, 121.

Transports. a. Transports à prix réduits (voyageurs). Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 12 novembre 1892, relative au

transport à prix réduit sur les — des membres des congrégations religieuses envoyés dans des établissements français situés à l'étranger ou dans les colonies; I, 344. = Arrêté ministériel, du 2 juin 1894, relatif au transport à prix réduit sur les — du personnel des départements de la guerre, de la marine et des colonies; III, 335. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 2 juin 1894, portant envoi de l'arrêté précédent; III, 368.

b. Transports internationaux (marchandises). Convention internationale de Berne, du 14 octobre 1890, sur le transport des marchandises par —. Extrait: Dispositions réglementaires; III, 30. = Décret, du 31 janvier 1894, rendant exécutoire en France, la convention conclue entre la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, relativement au transport par —, de certaines marchandises; III, décret: p. 18. Convention, p. 19. = Décret, du 1^{er} janvier 1896, rendant exécutoire en France (pour les relations entre la France et plusieurs des puissances signataires: Allemagne, Belgique, Italie, Luxembourg, Russie et Suisse) un arrangement additionnel, du 16 juillet 1893, à la convention internationale de Berne; V, 3. = Décret, du 19 octobre 1896, rendant exécutoire, en France, une déclaration additionnelle, du 20 septembre 1893, à la convention internationale de Berne; V, 564. = Décret, du 22 novembre 1896, déclarant exécutoire en France (pour les relations entre la France et toutes les puissances signataires: Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Russie et Suisse) l'arrangement additionnel, du 16 juillet

1893, à la convention internationale de Berne; V, 571. = Décret, du 29 octobre 1897, déclarant exécutoire en ce qui concerne les relations entre la France et le Danemark, la convention internationale de Berne, l'arrangement additionnel du 16 juillet 1893, ainsi que leurs annexes; VI, 426. = Décret, du 31 décembre 1898, rendant exécutoire, en France, l'arrangement international conclu, le 24 octobre 1898, entre la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, relativement au transport par — de certaines marchandises; VII, 548.

c. Transport des matières dangereuses ou infectes. Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 3 juillet 1891, relative au tarif à appliquer au transport des explosifs Favier; I, 224. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 27 avril 1892, relative au transport par — des explosifs Favier; I, 223. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 10 juin 1892, relative aux conditions dans lesquelles doit être effectué le transport de l'acide carbonique liquide; I, 246. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 18 juin 1892, relative au transport par — des caisses de dynamite d'un poids maximum de 30 kilogrammes; I, 248. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 17 août 1892, relative à la surveillance à exercer sur les wagons transportant des caisses de dynamite; I, 289. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 5 octobre 1892, complétant les instructions de la circulaire du 17 août 1892 sur la surveillance des transports de dynamite; I, 320. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 5

CHEMINS DE FER (*Suite*).
 mai 1893, relative au transport des munitions de sûreté (transport d'une arme avec une boîte de cent cartouches métalliques); II, 344. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 30 juin 1893, relative au transport par — du chlore liquéfié; II, 385. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 6 avril 1894, relative au transport par — de l'acide carbonique liquide; III, 286. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 10 mai 1894, relative au transport par — du bioxyde de baryum; III, 329. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 22 mai 1894, relative au transport par — des explosifs Favier; III, 330. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 22 mai 1894, relative au transport des munitions de sûreté accompagnées d'une arme; III, 331. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 10 août 1894, relative au transport par — des gaz d'huile et des ballons capifs, dits ballons d'enfants; III, 455. = Arrêté interministériel (*travaux publics, guerre et finances*), du 12 novembre 1897, portant règlement pour le transport par — des matières dangereuses (explosibles, inflammables, vénéneuses, etc.) et des matières infectes; VI, 439. = Circulaires (aux administrateurs des compagnies), du 18 novembre 1897, portant envoi d'instructions pour l'application de l'arrêté interministériel du 12 novembre 1897; VI, 496. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 30 décembre 1897, reportant au 1^{er} avril 1898, la mise en vigueur de l'arrêté du 12 novembre 1897; VI, 530. = Circulaire, du 29 janvier 1898,

relative à la publicité à donner à l'arrêté du 12 novembre 1897 (Voir *infra*, p. 224, chemins de fer d'intérêt local et tramways). = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 14 avril 1898, relative aux conditions du transport par — de divers produits ou explosifs tombant sous l'application de l'arrêté du 12 novembre 1897; VII, 331. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 5 mai 1898, relative à une première modification du règlement du 12 novembre 1897 (explosifs de sûreté); VII, 360. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 9 mai 1898, relative à la suspension momentanée de l'application de l'article 40 du règlement du 12 novembre 1897 (transport de l'acide sulfureux anhydre liquéfié); VII, 363. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 28 mai 1898, relative à l'admission pour le transport par — jusqu'au 1^{er} octobre 1898, des récipients de gaz comprimés ou liquéfiés non soumis aux épreuves réglementaires; VII, 363. = Instruction ministérielle, du 16 juillet 1898, concernant la surveillance des expéditions d'explosifs, munitions et matières assimilées; VII, 394. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 6 août 1898, prorogeant jusqu'au 1^{er} janvier 1899, le délai déjà accordé par la circulaire du 14 avril 1898 pour le transport des récipients de gaz comprimés ou liquéfiés; VII, 440. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 10 septembre 1898, relative à une deuxième modification du règlement du 12 novembre 1897 (transport de cartouches chargées pour canons, amorces électriques munies de détonateurs, acide carbonique liquéfié, acide sulfureux anhydre

liquéfié, explosifs de sûreté, celluloid, sesquisulfure de phosphore, amorces électriques sans détonateurs); VII, 453. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 20 septembre 1898, relative à la prorogation, jusqu'au 1^{er} avril 1899, du délai fixé pour l'admission au transport par — des récipients de gaz non soumis aux épreuves réglementaires; VII, 459. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 25 février 1899, relative à une troisième modification du règlement du 12 novembre 1897 (chlorure d'acétyle, munitions de sûreté, graisses fraîches); VIII, 77. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 15 avril 1899, relative aux conditions dans lesquelles pourra être fait momentanément le transport par — des graisses fraîches; VIII, 357. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 12 août 1899, relative à une quatrième modification du règlement du 12 novembre 1897 (acide fluorhydrique, graisses fraîches); VIII, 504. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 30 mai 1900, relative au transport des matières infectes (gadoues) (désinfection des wagons); IX, 199. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 23 juin 1900, relative à une cinquième modification du règlement du 12 novembre 1897 (matières explosives); IX, 244. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies) du 16 mars 1901, relative à une sixième modification de l'arrêté du 12 novembre 1897 (transport en vrac des cadavres d'animaux); X, 120. = Circulaire (aux administrateurs des compagnies), du 26 mars 1901, relative à une septième modification de l'arrêté du 12 novembre 1897 (amorces en papier

pour jouets ou pour briquets de poche); X, 123. = Transport par — des récipients de gaz comprimés ou liquéfiés. Voir GAZ COMPRIMÉS. = Voir COMITÉ CONSULTATIF DES —; COMITÉ DE L'EXPLOITATION TECHNIQUE DES —; COMMISSAIRES DE SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE; INSPECTION DE L'EXPLOITATION COMMERCIALE.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. Décret, du 29 septembre 1892, créant le poste de sous-directeur à l'administration des —; I, 341. Décret, du 10 décembre 1895, portant réorganisation de l'administration des —; IV, 505. = Arrêté ministériel, du 13 février 1901, instituant à Tours, Nantes et Saintes, des comités du travail pour le réseau des —; X, 55. = Instructions, du 13 février 1901, au directeur des — pour l'exécution de l'arrêté qui précède; X, 67.

CHEMIN DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE (C^{ie} des). Voir JURISPRUDENCE (*Investitions; Redevances tréfoncières*).

CHEMINS DE FER (RÉSEAU ALGÉRIEN). Arrêté interministériel (*travaux publics, guerre et finances*), du 5 juillet 1893, fixant les conditions du transport des dynamites sur les — algériens; II, 405. = Arrêté ministériel, du 24 février 1896, portant organisation du contrôle des — en Algérie; V, 80. = Loi, du 12 décembre 1900, ayant pour objet le rachat des concessions de — de la C^{ie} franco-algérienne; IX, 527. = Décret, du 21 décembre 1900, portant organisation du service d'exploitation des lignes des — de ladite compagnie; IX, 535.

CHEMINS DE FER DES COLONIES. Voir INDO-CHINE.

CHEMINS DE FER ÉCONOMIQUES (C^{ie} des). Voir JURISPRUDENCE (Accidents).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS. Décret, du 30 janvier 1894, modifiant l'article 5 du décret du 6 août 1881, concernant les — (emploi des rails à gorge ou contre-rails); III, 48. — Circulaire, du 28 février 1894, portant envoi du décret précédent; III, 61. — Circulaire, du 29 janvier 1898, portant envoi de l'arrêté du 12 novembre 1897, pour recevoir la publicité qu'il comporte et invitant les préfets à en rendre les dispositions applicables aux —; VII, 25. — Circulaire, du 23 janvier 1898, relative aux déclarations des accidents survenus dans les ateliers et chantiers dépendant des —; VII, 21. — Circulaire, du 22 mars 1898, complétant les instructions de la circulaire du 29 janvier 1898, relative à l'application de tout ou partie des dispositions du règlement du 12 novembre 1897, aux —; VII, 114. — Décret, du 31 juillet 1898, modifiant l'article 61 du cahier des charges-type pour la concession des —; VII, 392. — Décret, du 3 août 1898, modifiant l'article 48 du décret du 6 août 1881 sur l'établissement et l'exploitation des voies ferrées sur le sol des voies publiques (embranchement avec les carrières, avec les magasins généraux et les installations des ports maritimes ou fluviaux); VII, 415. — Circulaire, du 17 août 1898, portant envoi d'instructions pour l'application des décrets des 31 juillet et 3 août 1898; VII, 441. — Circulaire, du 25 janvier 1899, relative à l'arrêt et au ralentissement des trains sur route et des tramways à la rencontre de troupes en marche; VIII, 29. — Décret, du 25

juillet 1899, modifiant l'article 72 du décret réglementaire du 6 août 1881, en ce qui concerne, l'éclairage des tramways; VIII, 472. — Circulaire, du 22 juillet 1899, relative à l'attribution au service des mines de la surveillance des générateurs des usines destinées à la production de la force motrice (air comprimé, électricité, etc.); VIII, 477. — Circulaire, du 9 octobre 1899, portant envoi d'une instruction en ce qui concerne la mise à l'enquête des tramways concédés par l'Etat; VIII, 579. — Circulaire, du 3 novembre 1899, portant envoi de nouvelles instructions en ce qui concerne l'application de la loi du 9 avril 1898 (accidents du travail) aux —; VIII, 616. — Décret, du 13 février 1900, modifiant le décret du 6 août 1881, relativement à l'établissement et à l'exploitation des voies ferrées sur le sol des voies publiques; IX, 43. — Circulaire, du 30 mai 1900, déléguant aux préfets la faculté d'autoriser l'ouverture des conférences mixtes en ce qui concerne l'établissement des chemins de fer d'intérêt local et des chemins de fer privés de toute nature; IX, 200. (Voir ci-après : CHEMINS DE FER PRIVÉS). — Circulaire, du 15 février 1901, relative à la fixation de la durée du travail et des repos des agents des —; X, 69.

CHEMINS DE FER MINIERS :

1^o Déclarations d'utilité publique. Décret, du 17 février 1892, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier les mines de houille d'Albi (Tarn) à la gare d'Albi-Midi; I, 50. — Décret, du 24 août 1894, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier la mine de la Ricille à la Brulade près des Bormettes (Var); III,

442. — Décret, du 19 mars 1895, déclarant d'utilité publique le — reliant la mine de fer de Boudonville à l'usine de Pont-Fleuri sur le territoire de la commune de Maxéville (Meurthe-et-Moselle); IV, 73. — Décret, du 14 septembre 1895, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier les fosses n^{os} 6 et 7 des mines de Dourges (Pas-de-Calais); IV, 412. — Décret, du 16 décembre 1895, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier la mine de fer d'Homécourt à la ligne de Valleroy-Moineville (Meurthe-et-Moselle); IV, 311. Décret, du 11 mai 1896, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer aérien destiné à relier la mine de fer du Coulmy à l'usine de Gouraincourt à Longwy (Meurthe-et-Moselle); V, 346. — Décret, du 13 mai 1896, déclarant d'utilité publique le chemin de fer reliant la mine de fer de Bréchain aux établissements de Micheville-Villerupt (Meurthe-et-Moselle); V, 351. — Décret, du 23 août 1896, déclarant d'utilité publique le — reliant la partie sud de la mine de Champigneulles au chemin de fer de l'Est (Meurthe-et-Moselle); V, 455. — Décret, du 9 décembre 1896, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier la mine de fer d'Amance à la ligne de Nancy à Moncel (Meurthe-et-Moselle); V, 609. — Décret, du 3 septembre 1897, déclarant d'utilité publique le — reliant les mines de fer de Moulaine et d'Herseange aux usines de Mont-Saint-Martin et de Moulaine (Meurthe-et-Moselle); VI, 405. — Décret, du 23 mars 1898, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier la partie sud de la mine de fer de Champigneulles au

canal de la Marne au Rhin (Meurthe-et-Moselle); VII, 100. — Décret, du 7 avril 1898, déclarant d'utilité publique un chemin de fer aérien entre la mine de Frouard et les hauts fourneaux du même nom (Meurthe-et-Moselle); VII, 311. — Décret, du 30 décembre 1899, déclarant d'utilité publique le raccordement reliant la fosse n^o 1 des mines de Liévin aux fosses n^{os} 2 et 3 des mêmes mines et prolongeant l'embranchement qui relie ladite fosse n^o 1 au chemin de fer du Nord, à Lens, VIII, 658. — Décret, du 5 février 1900, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — destiné à relier la partie nord de la mine de fer de Champigneulles au canal de la Marne au Rhin (Meurthe-et-Moselle); IX, 35. — Décret, du 2 avril 1900, déclarant d'utilité publique l'établissement d'un — entre les fosses Bernicourt et Déjardin des mines de houille d'Aniche (Nord); IX, 140. — Décret, du 2 février 1901, déclarant d'utilité publique le — destiné à relier la fosse n^o 8 de la Compagnie des mines de Vicoigne et de Nœux à la fosse n^o 1 et à la ligne du rivage de Beuvry (mines de Nœux, Pas-de-Calais); X, 37. — Décret, du 29 août 1901, déclarant d'utilité publique, l'établissement d'un — destiné à relier la houillère de Vy-les-Lure, de la Société de Gouhenans, à la gare de Magny-Vernois (Haute-Saône); X, 309.

2^o Prorogations des délais fixés pour les expropriations. Décret, du 8 octobre 1892, prorogeant le délai fixé, par le décret du 15 novembre 1888, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du — destiné à relier les fosses Notre-Dame et Sainte-Marie des mines

de houille d'Aniche (Nord); I, 315. = Décret, du 15 juin 1893, prorogeant le délai fixé, par le décret du 16 mai 1891, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du — destiné à relier à relier la fosse d'Avion des mines de Liévin au garage de Lens (Pas-de-Calais); II, 371. = Décret, du 17 juin 1893, prorogeant le délai fixé, par le décret du 26 décembre 1891, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du — destiné à relier les mines de *Crespin* à la gare de Blanc-Misseron (Nord); II, 374. = Décret, du 17 juin 1893, prorogeant le délai fixé, par le décret du 17 février 1892, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du — destiné à relier les mines d'Albi à la gare d'Albi-Midi (Tarn); II, 375. = Décret, du 1^{er} mars 1895, prorogeant de nouveau le délai fixé, par le décret du 26 décembre 1891, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du — destiné à relier les mines de *Crespin* à la gare de Blanc-Misseron (Nord); IV, 59. = Décret, du 7 mars 1896, prorogeant le délai fixé, par le décret du 24 août 1894, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du — destiné à relier la mine de la Rieille à la Brûlade (Var); V, 127.

3^o *Prises de possession d'urgence de terrains*. Décret, du 15 juin 1893, portant déclaration d'urgence pour la prise de possession des terrains nécessaires à l'établissement du — destiné à relier la fosse d'Avion des mines de Liévin, au garage de Lens (Pas-de-Calais); II, 372. = Décret, du 24 août 1893, portant déclaration

d'urgence pour la prise de possession des terrains nécessaires à l'établissement du — destiné à relier les puits de Grand-Camp des mines de houille d'Albi, à la gare d'Albi-Midi (Tarn); II, 469. = Décret, du 25 mai 1900, portant déclaration d'urgence pour la prise de possession des terrains nécessaires à l'établissement du — destiné à relier les fosses 1, 2 et 5 des mines de houille de Liévin (Pas-de-Calais); IX, 187.

4^o *Divers*. Décret, du 23 mars 1896, autorisant l'ouverture d'un service public sur la section de la *Nivert* au *Cluzel* du chemin de fer des mines de *Roche-la-Molière* et *Firminy* (Loire); V, 134. = Décret, du 8 janvier 1897, autorisant l'établissement, sur le — des mines de *Crespin*, d'un raccordement avec l'usine des s^{rs} Ruelle à *Quiévreachain* (Nord); VI, 5. = Circulaire, du 9 mars 1900, déléguant aux préfets la faculté d'autoriser l'ouverture des conférences mixtes en vue de l'établissement de chemins de fer miniers ainsi que celle de l'enquête d'utilité publique pour ceux de ces chemins de fer à construire par application de l'article 44 de la loi des 21 avril 1810, — 27 juillet 1880; IX, 134. = Voir TOURNÉES.

CHEMINS DE FER PRIVÉS. Circulaire, du 12 juin 1895, relative à l'obligation de soumettre aux conférences mixtes les projets d'établissement, dans la zone frontrière, des — (chemins de fer miniers, industriels, etc.); IV, 318. = Voir *suprà* CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS (Circulaire du 30 mai 1900).

CHÉNAIE (La) (Savoie). Décret, du 29 juin 1901, instituant, en

faveur des s^{rs} *Duraz*, *Eynard-Machet*, *Léger* et *Chapuy*, la concession de mines d'antracite de —; X, 173.

CHÈNELETTE (Rhône). Voir DÉCHÉANGES.

CHERBOURG (Manche). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

CHEVASSU ET POLICAND (S^{rs}). Voir SÉEZ (*commune de*).

CHEVIGNY (Saône-et-Loire). Décret, du 1^{er} septembre 1894, autorisant les s^{rs} *Guillemin* et consorts à réunir les concessions de mines de schistes bitumineux de — et des *Miens* (Saône-et-Loire); III, 469.

CHEVIGNY (Société des mines de schiste de). Voir JURISPRUDENCE (*Divers*).

CHEVILLON (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 30 août 1899, instituant, en faveur de la *Compagnie des hauts-fourneaux, forges et aciéries de la Marine et des Chemins de fer* la concession de mines de fer de —; VIII, 499.

CHEVROT (Election du Sr). Voir JURISPRUDENCE (*Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*).

CHEYLAT (Le) (Haute-Loire). Décret, du 27 avril 1892, instituant, en faveur des époux *Basse*, la concession de mines d'antimoine et autres métaux connexes du —; I, 205. = Décret, du 7 juin 1893, portant extension (dans des communes des départements de la Haute-Loire et du Cantal) du périmètre de la concession de mines d'antimoine et autres métaux connexes du —; II, 360.

CHIERS (Société anonyme des hauts-fourneaux de la). Voir BELLEVUE, BEUVILLERS, SENELLE (*concessions de*); PREUTIN (*commune de*).

CHIRAC (Lozère). Décret, du 3 juin 1893, rejetant la demande des s^{rs} *Schetz* et *Lagelin*, en concession de mines de plomb argentifère, pyrite de fer arsenicale et cuivrique et autres minerais connexes, dans les communes de — et d'*Antrenas* (Lozère); II, 360.

CHOLLET ET SAMSON (S^{rs}). Voir MAY, GOUVIX (*concessions de*).

CHUZINS (Les) (Isère). Voir SERRE-LEYCON (*concession de*).

CISTRIÈRES (Haute-Loire). Décret, du 8 février 1901, instituant, en faveur du s^r *Portal*, la concession de mines d'antimoine de —; X, 50.

CITADELLE (La) (Hautes-Alpes). Voir DÉCHÉANGES.

CLADECH (Dordogne). Voir JURISPRUDENCE (*Redevances des mines: redevance pour fonds de garantie*).

CLAPIÈRE (La) (Savoie). Voir SORDIÈRE (*concession de*).

CLARARD (Affaire — contre Compagnie des mines de Monttrambert). Voir JURISPRUDENCE (*Domages*).

CLARENCE (Société des recherches de la). Voir CAMBLAIN-CHATELAIN (*concession de*); JURISPRUDENCE (*Recherches de mines*).

CLARET, DE BONDY et consorts (S^{rs}). Voir MAGNAC (*concession de*).

CLAY (Alpes-Maritimes). Voir DÉCHÉANCES.

CLÉRY (Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

CLÉVANT (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 20 juillet 1894, instituant, en faveur du s^r Mathieu de Vienne, la concession de mines de fer de —; III, 395. — Voir FERRIÈRES-AUX-ÉTANGS (LA); MALAVILLERS (concessions de).

CLOT, BOUSQUET ET BOS (S^{rs}). Voir LHERMIE (concession de).

COCHET (S^{rs}). Voir THORENS (commune de).

COEUR (Puy-de-Dôme). Voir DÉCHÉANCES.

COLET ET FRESNEAU (S^{rs}). Voir MOTTE-SERVOLEX (commune de LA).

COLLE-DE-VILLEMUS (La) (Basses-Alpes). Voir DYNAMITE (Dépôts); GYPIÈRE (concession de LA).

COLLENON (Loire). Décret, du 10 août 1899, autorisant la Société anonyme des mines de la Haute-Cappe à réunir les concessions de mines de houille de —, de La Cappe et de Corbeyre (Loire); VIII, 485.

COLONIES (Travaux publics des). Voir TRAVAUX PUBLICS.

COMAILLE (La) (Saône-et-Loire). Voir DRACY-SAINT-LOUP; PLAMORES (LES) (concessions de).

COMBEREDONDE (Gard). Voir MARTINET-DE-GAGNIÈRES (concessions du).

COMBETTES (Les) (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

COMET (S^r). Voir ARAGNOUET (commune de).

COMITÉ CONSULTATIF DES CHEMINS DE FER. Décret, du 19 décembre 1889, déterminant la composition du —; I, note de la page 63. — Décret, du 4 janvier 1892, portant nomination des membres du — pour les années 1892 et 1893; I, 22. — Décret, du 10 mars 1892, modifiant le décret du 19 décembre 1889, relatif à la composition du —; I, 63. — Décret, du 16 novembre 1892, portant augmentation du nombre des membres du —; 350. — Décret, du 18 septembre 1893, portant réorganisation du —; II, 485. — Décret, du 18 septembre 1893, portant nomination des membres du —, en conformité du décret précédent; II, 489. — Décret, du 17 décembre 1893, modifiant le décret du 18 septembre 1893 précité; IV, 515. — Décret, du 17 décembre 1895, portant nomination des membres du —, en conformité du décret précédent; IV, 518. — Décret, du 1^{er} juin 1898, portant réorganisation du —; VII, 369. Nomination des membres du — (Décrets des 1^{er} et 5 juin 1898); VII, 374. — Décret, du 13 juin 1898, portant de sept à dix le nombre des membres de droit du —; VII, 379. — Décret, du 17 août 1898, portant nouvelle réorganisation du —; VII, 419. — Décret, du 17 août 1898, nommant les membres du —, en conformité du décret précédent; VII, 425. — Arrêté ministériel, du 17 août 1898, nommant les membres de la section permanente du —, instituée par le décret précité; VII, 428. — Arrêté ministériel, du

17 août 1898, nommant le vice-président du —; VII, 430. — Décret, du 9 janvier 1901, nommant les membres du —, pour les années 1901 et 1902; X, 32.

COMITÉ DE L'EXPLOITATION TECHNIQUE DES CHEMINS DE FER. Arrêté, du 23 décembre 1895, portant nomination des membres du —; IV, 549. — Décret, du 9 janvier 1900, portant réorganisation du —; IX, 7. — Arrêté, du 18 janvier 1900, nommant les membres du —, pour les années 1900 et 1901, en conformité du décret précédent; IX, 33.

COMITÉS DU TRAVAIL. Voir CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

COMMENTRY (Allier). Voir LASSALLE (Aveyron). (concession de).

COMMENTRY-FOURCHAMBAULT (Société de). Voir JOUDREVILLE (concession de).

COMMIS DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES. Circulaire, du 15 janvier 1892, relative à l'imputation des traitements des commis des mines; I, 18. — Décret, du 3 janvier 1894, portant réorganisation du personnel des —; III, 7. — Circulaire, du 3 janvier 1894, portant envoi du décret précédent; III, 44. — Circulaire, du 18 juin 1894, relative à la production d'un certificat de médecin à l'appui des demandes d'emploi de conducteur des ponts et chaussées et de —; III, 369. — Décret, du 7 novembre 1899, portant fixation des traitements des —; VIII, 610. — Circulaire, du 15 novembre 1899, relative à la mise en application du décret précité et des décrets de même

date concernant les contrôleurs des mines et autres agents de l'Administration; VIII, 634.

COMMISSAIRES DE SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE DES CHEMINS DE FER. Décret, du 2 juillet 1894, portant organisation du personnel des —; III, 391. — Circulaire, du 11 juillet 1894, portant envoi du décret précédent; III, 408. — Arrêté ministériel, du 27 novembre 1894, fixant les conditions d'admission dans le commissariat de surveillance des chemins de fer; III, 519. — Décret, du 15 février 1896, modifiant le décret du 2 juillet 1894 relatif au recrutement et à l'organisation du personnel des —; V, 78. — Décret, du 15 mars 1899, déterminant les conditions d'admission à l'emploi de —; VIII, 94.

COMMISSION ARBITRALE (instituée par l'article 26 de la loi du 29 juin 1894). Voir CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS.

COMMISSIONS DE SURVEILLANCE DE BATEAUX A VAPEUR.

I. Navigation fluviale.

AIN. Arrêté ministériel, du 16 août 1897, instituant à Nantua, une —; VI, 377.

ALLIER. — 23 avril 1892, *idem* à Moulins; I, 205.

AUBE. — 30 avril 1894, *idem* à Troyes; III, 285.

AVEYRON. Décision ministérielle, du 26 décembre 1893, supprimant la — instituée à Rodez; II, 568.

CHER. Arrêté ministériel, du 14 mai 1894, instituant à Bourges, une —; III, 303.

DORDOGNE. — 2 juin 1893, *idem* à Périgueux ; II, 358.

LOIRE. — 26 juillet 1895, *idem* à Roanne ; IV, 338.

VENDÉE. — 24 janvier 1896, *idem* à Fontenay-le-Comte ; V, 42.

YONNE. — 1^{er} juin 1897, *idem* à Auxerre ; VI, 333.

II. Navigation maritime.

ALPES-MARITIMES. Arrêté ministériel, du 17 juillet 1893, instituant à Nice et à Cannes, une — ; II, 412.

AUDE. — 27 juin 1893, *idem* à La Nouvelle ; II, 383.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — 16 août 1893, *idem* à Marseille et à Arles ; II, 468.

CALVADOS. — 1^{er} juin 1893, *idem* à Honfleur, à Trouville, à Caen, à Coursulles, à Port-en-Bessin et à Isigny ; II, 358.

CHARENTE-INFÉRIEURE. — 27 juin 1893, *idem* à Marans ; II, 384.

— 7 juillet 1893, *idem* à La Rochelle, à Rochefort, à Marennes, au Château-d'Oléron et à Royan ; II, 406.

CORSE. — 8 juin 1893, *idem* à Ajaccio, à Bastia, à Calvi, à l'Ile-Rousse et à Propriano ; II, 364.

CÔTES-DU-NORD. — 26 juillet 1893, *idem* à Saint-Brieuc, à Paimpol et à Lannion ; II, 413.

EURE. — 15 juin 1893, *idem* à Pont-Audemer ; II, 373.

FINISTÈRE. — 12 août 1893, *idem* à Morlaix, à Brest, à Châteaulin, à Douarnenez, à Quimper et à Concarneau ; II, 458.

— 23 janvier 1901, *idem* à Quimperlé ; X, 17.

GARD. — 21 juin 1893, *idem* à Aigues-Mortes ; II, 380.

GIRONDE. — 25 août 1893, *idem* à Bordeaux, à Arcachon, à Libourne et à Pauillac ; II, 472.

HÉRAULT. — 22 juin 1893, *idem* à Cette ; II, 381.

ILLE-ET-VILAINE. — 23 mai 1893, *idem* à Saint-Malo ; II, 341.

— 11 juillet 1900, *idem* à Redon ; IX, 233.

LOIRE-INFÉRIEURE. — 9 juin 1893, *idem* à Nantes ; II, 365.

— 9 juin 1893, *idem* à Saint-Nazaire ; II, 365.

MANCHE. — 18 janvier 1894, *idem* à Cherbourg et à Granville ; III, 17.

MORBIHAN. — 11 août 1893, *idem* à Vannes, au Palais et à Lorient ; II, 458.

NORD. — 20 avril 1893, *idem* à Dunkerque ; II, 204.

PAS-DE-CALAIS. — 6 avril 1893, *idem* à Calais et à Boulogne ; II, 193.

BASSES-PYRÉNÉES. — 16 août 1893, *idem* à Bayonne et à Saint-Jean-de-Luz ; II, 468.

PYRÉNÉES-ORIENTALES. — 9 mai 1893, *idem* à Port-Vendres ; II, 266.

SEINE-INFÉRIEURE. — 5 mai 1893, *idem* à Dieppe ; II, 265.

— 5 mai 1893, *idem* à Rouen ; II, 265.

— 15 juin 1893, *idem* au Havre, à Fécamp et à Saint-Valéry-en-Caux ; II, 373.

SOMME. — 5 mai 1893, *idem* à Saint-Valéry-sur-Somme ; II, 265.

VAR. — 24 juin 1893, *idem* à Toulon ; II, 383.

VENDÉE. — 3 juin 1893, *idem* aux Sables-d'Olonne ; II, 360.

DÉPARTEMENT D'ALGER. — 21 juin 1893, *idem* à Alger ; II, 380.

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE. — 21 juin 1893, *idem* à Bône, à Philippeville et à Bougie ; II, 381.

DÉPARTEMENT D'ORAN. — 8 juin 1893, *idem* à Nemours, à Oran et à Mostaganem ; II, 364.

Navigation maritime, divers :

I. Arrêtés. Arrêté ministériel, du 23 novembre 1893, modifiant les articles 3 des arrêtés des 5 mai et 15 juin 1893, relativement aux ressorts respectifs des — de Rouen (Seine-Inférieure) et de Pont-Audemer (Eure) ; II, 540. — Arrêté, du 30 novembre 1895, modifiant l'article 3 des arrêtés du 9 juin 1893 (ressorts des commissions de surveillance instituées à Nantes et à Saint-Nazaire), IV, 489. — Arrêtés ministériels, du 2 décembre 1898, complétant la composition des — (adjonction des commissaires de l'inscription maritime des ports compris dans le ressort de ces commissions) et modifiant le ressort des — de Saint-Brieuc et de Saint-Malo (Côtes-du-Nord et Ile-et-Vilaine) ; VII, 541, 543, 544 et 545. —

II. Circulaires. Circulaires, des 15 et 30 mars 1893, relatives à la réorganisation des —, en conformité du décret du 1^{er} février 1893 ; II, 68 et 70. — Circulaire, du 31 juillet 1895, recommandant de proposer, comme membres des —, les mécaniciens retraités de la marine marchande ; IV, 384. — Circulaire, du 7 mai 1898, portant envoi d'instructions en ce qui concerne les attributions des — ; VII, 361. — Circulaire, du 26 juillet 1898, relative à

l'admission, dans les — navigant sur mer, de tous les commissaires de l'inscription maritime dont les quartiers se trouvent compris dans le ressort des dites commissions ; VII, 400, *erratum*, p. 396. — Circulaire, du 6 octobre 1900, rappelant les instructions de la circulaire précitée du 31 juillet 1895 ; IX, 478. — Voir BATEAUX A VAPEUR.

COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE (Commission instituée par l'article 22 de la loi du 2 novembre 1892). Décret, du 15 novembre 1892, portant nomination des membres de la — ; I, 339. — Décret, du 8 mars 1893, nommant un membre de la — ; II, 66. Voir TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE.

COMPAGNIE ROYALE ASTURIENNE DES MINES. Voir BRETTE (*concession de*).

COMPTABILITÉ. Circulaire, du 5 mars 1892, déterminant les dates de production des pièces de —, à raison de la réduction, prononcée par la loi du 25 janvier 1889, des délais accordés pour l'ordonnancement et le paiement des dépenses ; I, 67. — Circulaire, du 10 décembre 1896, relative au paiement des traitements le dernier jour du mois ; V, 648. — Décret, du 29 décembre 1898, désignant les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines comme ordonnateurs secondaires du ministère des travaux publics, aux lieux et places des préfets ; VII, 546. — Circulaire, du 30 décembre 1898, portant envoi d'instructions pour l'application du décret du 29 décembre 1898, en ce qui concerne les services des ponts et chaussées ; VII, 554. — Circulaire, du 30 janvier 1899, portant envoi

d'instructions aux ingénieurs en chef des mines pour l'application du décret du 29 décembre 1898; VIII, 30. = Circulaire, du 17 décembre 1900, relative à l'accréditation de la signature des ordonnateurs secondaires et de celle des intérimaires; IX, 545. Voir PENSIONS CIVILES.

CONCESSIONS DE MINES. Circulaire, du 7 mars 1898, relative à l'instruction des demandes en — présentées par des personnes détenant déjà des concessions de même nature; VII, 113. = Circulaire, du 31 octobre 1898, portant envoi d'instructions en ce qui concerne l'enquête et l'instruction des demandes en —, ainsi que des demandes en extension, fusion, etc. de —; VII, 476; *erratum*, VIII, 155. = Bornage des —, Voir BORNAGE.

CONCHE (Cantal). Décret, du 20 avril 1893, instituant, en faveur du s^r *Châtillon*, la concession de mines d'antimoine et autres minerais connexes de —; II, 202.

CONDEMINE (La) (Compagnie des mines de houille et de schistes bitumineux de). Voir DRAGY-SAINT-LOUP, PLAMORES (LES) (*concessions de*).

CONDUCTEURS DES PONTS ET CHAUSSÉES. Circulaire, du 25 novembre 1893, relative à l'instruction des affaires courantes et à la rédaction des projets par les conducteurs subdivisionnaires des ponts et chaussées; IX, 508. = Circulaire, du 20 avril 1896, complétant la précédente; IX, 540. = Circulaire, du 15 mars 1900, étendant quelques-unes des dispositions de la circulaire du 25 novembre 1895, aux — attachés aux services de travaux neufs de routes et de navigation et aux

services de construction et de contrôle des chemins de fer; IX, 541. — Voir COMMIS DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES.

CONFÉRENCES MIXTES. Voir CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS; CHEMINS DE FER MINIERS; CHEMINS DE FER PRIVÉS.

CONGÉ ILLIMITÉ. Voir PERSONNEL.

CONSEIL D'ETAT (Délai du recours au). Voir AFFAIRES CONTENTIEUSES.

CONSEILS DU TRAVAIL. Décret, du 17 septembre 1900, portant création et organisation des —; IX, 454. = Décret, du 2 janvier 1901, modifiant le décret du 17 septembre 1900 ci-dessus; — X, 5. = Circulaire (du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes), du 25 février 1901, portant envoi d'instructions pour l'application du décret précédent; X, 72. = Arrêté du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du 2 février 1901, instituant à *Douai* (Nord) un — pour l'industrie houillère; X, 42.

CONTES-LES-PINS (Alpes-Maritimes). Voir DYNAMITE (Dépôts).

CONTREXÉVILLE (Vosges). Voir DYNAMITE (Dépôts).

CONTRÔLEURS-COMPTABLES ET CONTRÔLEURS DU TRAVAIL des chemins de fer (agents créés par le décret du 30 mai 1895 sur le contrôle des chemins de fer). Voir CHEMINS DE FER (*Contrôle*).

CONTRÔLEURS DES MINES. Décret, du 3 janvier 1894, portant fixation des traitements et déter-

minant les conditions d'avancement des —; III, 5. = Circulaire, du 3 janvier 1894, portant envoi du décret précédent; III, 44. = Circulaire, du 26 décembre 1896, portant envoi d'instructions au sujet d'un concours d'admission en 1897, dans le corps des —; V, 650. = Décret, du 25 octobre 1898, portant fixation des traitements des —; VII, 470. = Circulaire, du 22 novembre 1900, rendant applicables aux — quelques-unes des dispositions des circulaires des 25 novembre 1895 et 15 mars 1900, relatives à l'instruction au premier degré, par les conducteurs des ponts et chaussées, des affaires courantes et d'un certain nombre de projets (Voir pour ces dernières circulaires, CONDUCTEURS DES PONTS ET CHAUSSÉES); IX, 507. = Décret, du 7 novembre 1899, portant nouvelle fixation des traitements des —; VIII, 609. = Circulaire, du 15 novembre 1899, relative à l'application du décret précité et du décret de même date concernant les commis des ponts et chaussées, Voir COMMIS DES PONTS ET CHAUSSÉES. = Décret, du 2 août 1900, modifiant l'article 2 du 7 novembre 1899 (conditions d'avancement); IX, 417.

CORBÈYRE (Loire). Voir COLLENON PORCHÈRE (LA) (*concessions de*).

CORNEILLA - DE - CONFLENT (Pyrénées-Orientales). Décret, du 12 septembre 1900, rejetant la demande du s^r *Soumain* en concession de mines de manganèse dans les communes de — et de *Ria-Sirach* (Pyrénées-Orientales); IX, 453.

COSNES (Meurthe-et-Moselle). Voir ERROUVILLE (*concession d'*).

COSTE (La) (Cantal). Décret, du 2 juin 1892, instituant, en faveur du s^r *Baldrum*, la concession de mines d'antimoine et autres minerais connexes de —; I, 243.

COSTE, CLAVEL ET C^{ie} (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*concessions de mines*).

CÔTE-DE-SION (La) (Meurthe-et-Moselle). Voir MARON-VAL-DE-FER (*concession de*).

CÔTE-VELIN (Savoie). Voir SORDIÈRE (*concession de*).

COTTEAU (Legs). Voir ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES.

COULÉDOUX (Haute-Garonne). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

COULMY (mine de fer du) (Meurthe-et-Moselle). Voir CHEMINS DE FER MINIERS.

COUPS DE MINE. Voir EXPLOSIFS.

GRANSAC (Aveyron) (Société de secours des ouvriers et employés mines de). Voir JURISPRUDENCE (*Caisses de secours*).

GRANSAC (mines de). Voir JURISPRUDENCE (*Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*).

CRESPIN (Nord). Décret, du 18 août 1901, rejetant la demande de la Société anonyme des mines de *Crespin* en extension du périmètre de la concession des mines de houille de —; X, 301. = Voir CHEMINS DE FER MINIERS.

CREUSE (La). Décret, du 23 mai 1897, rejetant la demande du s^r *Lindenmeyer* en extension du périmètre de la concession de

mines de lignite de — ; VI, 302.
— Décret, du 19 janvier 1900, portant extension du périmètre de la concession de mines de lignite de — ; IX, 18.

CREVASSE (Source minérale de la —, à Saint-Honoré). Voir EAUX MINÉRALES.

CROASSE (La) (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

CROISSETTE-LIVERDUN (La) (Meurthe-et-Moselle). Voir MARION-VAL-DE-FER (concession de).

CROISIC (Le) (Loire-Inférieure). Voir DYNAMITE (Dépôts).

CROIX-AUX-MINES (La) (Vosges). Voir DYNAMITE (Dépôts).

CROIX-DE-VERDON (La) (Sa-voie). Voir DÉCHÉANCES.

CRONIER, FORTUNET et con-sorts (S^{rs}). Voir ANJEAU (conces-sion d').

CROS (S^r). Voir SAINT-ANDRIEU (concession de).

CROSSAC (Loire-Inférieure). Voir DÉCHÉANCES.

CROUPATASSIÈRE (La). Décret, du 24 novembre 1896, insti-tuant, en faveur de la Société

DALT (Pyrénées-Orientales). Voir LAS-INDIS (concession de).

DANZER (S^r). Voir ADJUDICA-TIONS; MUSIÈGE (commune de).

DAR-RIH (Algérie). Décret, du 22 février 1899, instituant, en fa-veur de la C^o des minerais de fer

française des minerais de soufre d'Apt, la concession de mines de soufre de — ; V, 574.

CROZAT (Le) (Savoie). Voir DÉ-CHÉANCES.

CROZES (V^{ve}). Voir EAUX MINÉ-RALES (Concessions domaniales).

CUBLAC (Corrèze). Décret, du 3 juin 1893, rejetant les de-mandes : 1^o du s^r Harel, en conces-sion de mines de houille dans les communes de — et Mansac (Corrèze), de Lavilledieu et autres (Dordogne); 2^o du s^r Delas, en extension du périmètre de la conces-sion de mines de houille de Cublac, dans les communes de — (Corrèze), Lavilledieu et Terrasson (Dordogne); 3^o de la dame V^{ve} Gi-biat et du s^r Lachaud de Loqueyssie en extension du périmètre de la concession de mines de houille du Lardin (Dordogne), dans les communes de Lavilledieu et autres (Dordogne); II, 359.

CUGNY (Seine-et-Marne). Voir DYNAMITE (Fabriques).

CUSSET (Allier) (Sources miné-rales appartenant à l'Etat dans la commune de). Voir EAUX MINÉ-RALES.

CUSTINES (Meurthe-et-Moselle). Voir MAIRY (concession de).

D

magnétique de Mokta-el-Hadid, la concession de mines de fer de — (Département d'Oran) et auto-riisant la réunion de cette conces-sion avec celles de même na-ture d'Aïn-Mokra, de Karézas et de Bou-Hamra (département de Constantine) et de Camérata (dé-partement d'Oran); VIII, 53.

DARBON (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES, p. 237 et 238.

DAVID (consorts). Voir JURIS-PRUDENCE (Redevances tréfoncières).

DÉCHÉANCES :

Arrêtés de déchéance. — Arrêté ministériel, du 13 janvier 1892, prononçant la déchéance des pro-priétaires de la concession de la mine de plomb de La Chapelle-Saint-Mandé (Morbihan); I, 5.

— 23 décembre 1892, *idem* de la concession de mines de houille du Marais (Allier); I, 358.

— 23 décembre 1892, *idem* de la concession de mines de houille de la Pochonnière (Allier); I, 358.

— 8 juin 1893, *idem* de la conces-sion de mines de zinc, plomb argentifère, cuivre et métaux connexes d'Argut (Haute-Ga-ronne); II, 363.

— 16 août 1893, *idem* de la conces-sion de la mine de bitume des Roys-Sud (Puy-de-Dôme); II, 511.

— 31 octobre 1893, *idem* de la concession de mines de plomb et cuivre argentifères et autres mé-taux connexes de Vernay (Rhône); II, 512.

— 14 mars 1894, *idem* de la conces-sion de mines de houille de La Forestière-et-Fontanas (Rhône); III, 90.

— 22 mars 1894, *idem* de la conces-sion de mines de manganèse de Portet-de-Luchon (Haute-Garonne); III, 94.

— 23 juillet 1894, *idem* de la concession de mines de houille de Ferques (Pas-de-Calais); III, 398.

— 9 août 1894, *idem* de la conces-sion de mines de houille de Saint-Jean-de-Toussas (Rhône et Loire); III, 425.

Arrêté ministériel, du 29 no-vembre 1894, prononçant la dé-chéance des propriétaires de la concession de mines de cuivre, plomb et argent de Lamanère (Pyrénées-Orientales); III, 526.

— 19 décembre 1894, *idem* de la concession de mines de fer d'Aubenas (Ardèche); III, 560.

— 19 décembre 1894, *idem* de la concession de mines de fer sulfuré de Flaviac (Ardèche); III, 561.

— 19 décembre 1894, *idem* de la concession de mines de plomb argentifère et autres métaux connexes de Largentière (Ar-dèche); III, 561.

— 19 décembre 1894, *idem* de la concession de mines de fer de Sallefermouse-et-Montgros (Ar-dèche et Gard); III, 561.

— 19 décembre 1894, *idem* de la concession de mines d'anti-moine sulfuré de Messeix (Puy-de-Dôme); III, 561.

— 9 janvier 1895, *idem* de la concession de mines de cuivre d'Azerat-et-Agnat (Haute-Loire); IV, 5.

— 8 février 1895, *idem* de la concession de mines de cuivre, plomb, argent et autres métaux associés dans les mêmes gîtes de Saint-Augustin (Corse); IV, 39.

— 13 février 1895, *idem* de la concession de mines de fer de La Ferrière (Aude); IV, 41.

— 14 février 1895, *idem* de la concession de mines de lignite de La Grange-Dufays (Drôme); IV, 41.

— 14 février 1895, *idem* de la concession de mines de lignite de Montjoyer (Drôme); IV, 42.

— 21 février 1895, *idem* de la